

Seul le discours prononcé fait foi



Investir dans les populations rurales

Discours de
Gilbert F. Houngbo
Président du
Fonds international de développement agricole
(FIDA)

Séance inaugurale
Quarante-troisième session du
Conseil des gouverneurs du FIDA

Siège de la FAO
Rome
11 février 2020

Monsieur le président du Conseil,
Mesdames les vice-présidentes,
Éminentes personnalités,
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,
Mesdames et Messieurs,

Bienvenue à la quarante-troisième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Permettez-moi de prime abord de saluer l'excellence du travail abattu par le bureau sortant. Je vous en félicite.

Je souhaite la bienvenue aux membres du nouveau bureau. Bienvenue à notre nouveau président, Monsieur Suminto, Gouverneur du FIDA pour l'Indonésie, et à nos nouvelles vice-présidentes: Madame Marie-Therese Sarch, Gouverneure du FIDA pour le Royaume-Uni, et Madame Clémentine Ananga Messina, Gouverneure du FIDA pour le Cameroun.

Je souhaite aussi la bienvenue aux représentants des organisations paysannes qui viennent de clore les travaux du Forum paysan dans nos locaux au FIDA.

Je voudrais aussi exprimer toute ma solidarité, et celle du FIDA, envers les pays et les familles touchés par le coronavirus et tout particulièrement, envers la Chine, qui est en première ligne.

Nous vivons un moment historique. Nous nous réunissons à l'aube d'une nouvelle décennie, sur le long chemin vers la réalisation des objectifs de développement durable.

Souvenez-vous lorsque nous nous sommes engagés dans cette voie. C'était en 2015; nous étions confiants d'avoir les connaissances, l'expérience et la détermination nécessaires pour bâtir un monde dans lequel nul n'est laissé pour compte. Après cinq années de travail intense, il est de notre devoir de nous demander quels ont été les progrès accomplis.

Selon le rapport sur les objectifs de développement durable du Secrétaire général des Nations Unies, les gouvernements ont fait une priorité d'intégrer les ODD dans les programmes et les politiques nationales. La pauvreté extrême diminue, la mortalité infantile aussi. Un plus grand nombre de personnes ont accès à l'électricité. Pour certains des objectifs d'égalité des sexes, les progrès réalisés sont satisfaisants.

Mais les motifs d'inquiétude demeurent. Malgré de réelles avancées, l'élimination de la faim et de l'extrême pauvreté d'ici 2030 est toujours hors d'atteinte. Comme une abstraction, un mirage au lointain.

Partout dans le monde, les changements climatiques menacent les systèmes alimentaires. Le niveau des mers continue de s'élever. Les événements climatiques extrêmes sont de plus en plus fréquents. L'approvisionnement alimentaire est menacé par la sécheresse, les inondations et les incendies – ajoutez à cela les conflits et les situations de fragilité qui touchent directement nos populations.

Et ce sont les populations rurales – et tout particulièrement les petits producteurs – qui restent les plus affectées, encore et toujours.

Face à de tels défis, la question se pose: comment pouvons-nous accélérer les progrès et ainsi, une bonne fois pour toute, libérer le monde de la faim et de la pauvreté?

La réponse est devant nous, elle est claire: continuer sans relâche à cibler les populations rurales les plus démunies, les plus vulnérables.

Soixante-dix-neuf pour cent des personnes les plus pauvres au monde et la grande majorité de celles qui ont faim vivent dans les zones rurales. C'est un fait.

De nombreuses publications – dont celle de la Banque mondiale – indiquent clairement que la croissance économique générée par l'agriculture est deux à trois fois

plus efficace pour réduire la pauvreté que la croissance économique générée par tout autre secteur.

Nous savons par ailleurs que 63% des personnes les plus pauvres au monde travaillent dans l'agriculture, la plupart dans des petites exploitations agricoles. Ces mêmes petits producteurs produisent la moitié des calories alimentaires mondiales sur 30% des terres agricoles.

Investir dans les zones rurales est source de prospérité, de sécurité alimentaire et de résilience. C'est pour cette raison que le FIDA a un rôle vital à jouer.

Permettez-moi de revenir brièvement sur les atouts du FIDA, qui rendent notre institution si particulière.

Le FIDA opère dans les régions isolées et hautement vulnérables où peu d'organisations d'aide au développement ou d'institutions financières internationales s'aventurent.

Notre "raison d'être" est sans équivoque: celle d'investir dans les économies rurales et de promouvoir la sécurité alimentaire, une croissance durable et inclusive.

Depuis 1977, le FIDA a aidé plus de 500 millions de personnes. Et chaque année, les projets du FIDA permettent d'augmenter de plus de 20% le revenu de 20 millions de femmes et d'hommes pauvres. Ils permettent aussi d'augmenter leur production agricole, leur marge nette, et de renforcer leur résilience.

L'approche programmatique du FIDA, qui implique également les communautés rurales de manière systématique, a clairement démontré son efficacité.

Pour obtenir des résultats durables, il faut une approche inclusive mais aussi une véritable appropriation des interventions par les communautés. Cette pratique, dont le FIDA est l'un des pionniers, a démontré son efficacité, surtout dans les situations de grande fragilité. Ces communautés avec lesquelles nous travaillons, à toutes les étapes des projets, ont investi elles-mêmes plus de deux milliards de dollars pour leur propre développement.

Le portefeuille du FIDA reste solidement ancré auprès des gouvernements – près d'une centaine aujourd'hui. Je parle bien sûr des financements mais aussi d'autres formes de soutien non-financier, comme l'appui à l'élaboration des politiques.

J'ai évoqué ce que le FIDA a réalisé; je voudrais maintenant parler de ce qu'il nous reste encore à accomplir. Le FIDA a des bases solides, mais nous devons faire plus et avons besoin de votre soutien, de vous, nos États membres.

Aujourd'hui, 31 pays accusent un sérieux retard en matière d'élimination de l'extrême pauvreté. D'ici 2030, 80% des personnes vivant dans l'extrême pauvreté seront concentrés dans ces 31 pays. La Banque mondiale estime que les changements climatiques plongeront 100 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici 2030, en grande partie en raison de l'impact que subit l'agriculture.

Nous faisons face à des défis d'une ampleur inédite.

Pour les affronter, notre ambition est d'avoir un programme de prêts et dons entre 4 et 5 milliards de dollars pour FIDA12.

Un secteur agricole fort est au cœur des systèmes alimentaires durables.

Notre vocation est de doubler notre impact sur le terrain au cours de la décennie à venir. La priorité du FIDA restera les pays à faible revenu et ceux à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Dans la même veine, nous développons des produits financiers plus diversifiés, répondant mieux aux besoins des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Le FIDA s'appuiera pleinement sur ses ressources de base pour créer l'effet de levier nécessaire à l'augmentation de sa capacité d'emprunt et de rétrocession de prêts aux États membres.

Le programme de prêts et dons est, et restera, le socle de l'appui apporté par le FIDA aux pays bénéficiaires. Il repose sur la reconstitution des ressources de base et dépend ainsi de vos niveaux de contribution.

Par ailleurs, dans le cadre de la Douzième reconstitution des fonds (FIDA12), nous introduisons deux instruments nouveaux pour répondre à une demande croissante: le Programme de participation du secteur privé au financement – le Programme PSPF – et le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne – ASAP+.

ASAP+ s'appuiera sur le succès et l'expérience acquise avec ASAP, mis en œuvre dans 41 pays. En matière de financement climatique, en plus de l'adaptation, l'atténuation en milieu rural devrait retenir notre attention.

La fenêtre secteur privé va quant à elle créer des opportunités dans les zones rurales. Elle mobilisera des investissements privés, du savoir-faire et de l'innovation au profit des jeunes entrepreneurs ruraux. Sa valeur cardinale sera la création d'emplois pour les jeunes et les femmes.

Il ne reste que dix ans pour tenir les engagements du Programme 2030; il est grand temps de remettre l'ODD 2 sur sa trajectoire. Dans les deux prochaines années, il sera absolument crucial d'investir le champ politique, de s'engager et de mobiliser les ressources nécessaires. C'est dans cet esprit que le Secrétaire général des Nations Unies a convoqué un Sommet sur les systèmes alimentaires en 2021. J'exhorte donc tous les partenaires à contribuer activement à son succès.

Notre voie est tracée: la voie pour réaliser les ODD passe par les zones rurales. Pour être à la hauteur de nos engagements, il nous faut aller jusqu'au bout de cette voie et investir dans les personnes les plus marginalisées – les petits producteurs, les femmes, les jeunes et les peuples autochtones.

C'est avec cette conviction profonde que nous vous demandons d'accroître votre soutien pour, ensemble, libérer le monde de la faim et de la pauvreté. C'est à ce prix que nous réaliserons les ODD que nous savons indispensables.

Doubler son impact sur le terrain d'ici 2030 pour contribuer pleinement à l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim: oui, le FIDA peut le faire!

Nous comptons sur vous pour y parvenir.